



université

MENSUEL ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 18^e Année - Février 1972 - Numéro 172 - 1 Franc

Université
Presse

Urbanisme
Lycée

FAUT-IL SE
REVOLTER?

le mouvement royaliste

**LA NOUVELLE
ACTION FRANÇAISE**



Pour tous renseignements, n'hésitez pas à prendre contact avec nos correspondants ou à leur écrire :

PARIS ET REGION PARISIENNE

La Nouvelle Action Française
17, rue des Petits Champs - Paris 1^{er} (4^e ét.)
Tél. : 742.21.93

HAUTS-DE-SEINE :

Rueil : Pierre Brumeaux, 8, rue des Gardes.

Bourg-la-Reine, Sceaux, Antony : Cercle à 18 h. et permanence à 19 h., le jeudi au Café Condorcet à Bourg-la-Reine (à 5 mn. de la gare).

SEINE-SAINT-DENIS :

J. Giraud - 109, av. du Président Wilson
93-Plaine Saint-Denis

VAL DE MARNE :

Permanence le jeudi à 15 h., au Café « Les Cascades », à la Porte Dorée.

VAL D'OISE :

G. Cordin - 8, rue Schaeffer
95-Deuil-la-Barre

FEDERATIONS

NORD - PAS-DE-CALAIS :

Thierry Moureau - 40, rue Decrombecques
62-Lens

BRETAGNE

(Finistère, Morbihan, Côtes du Nord, Ille-et-Villaine, Loire-Atlantique).

Mlle Yolande de Prunel

Château de Trécesson, 56-Campeneac

Permanence le jeudi à 16 h., au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage - entrée sous le porche) à 35-Rennes.

Jean de Monneron - Bel Air - Auceleuc
22-Dinan

Cécile Hervouët, 1, place Graslin
44 - Nantes

DAUPHINE-SAVOIE :

La Nouvelle Action Française
4, Square des Postes, 38-Grenoble

DEPARTEMENTS

AINSE :

Mlle M.F. Coustenoble, 19, r. de Charleville
02-Hirson

ARDENNES :

J.-Pierre Helluy - 34, rue Porte-de-Bourgogne
08-Charleville-Mézières

AUBE :

La Nouvelle Action Française - B.P. 14
10-St-André-les-Vergers

BOUCHES-DU-RHONE :

Marseille : Jacques de Crémiers c/Mme de Peslouan, Le Corbusier 701, 13-Marseille (8^e)
Aix-en-Provence : Franck Charriol
9, Avenue Victor Hugo, 13-Aix
Cercle lycéen : le vendredi de 16 h. à 19 h., chez Olivier Girard, 26 rue Venel, 13-Aix.
Cercle étudiant : le jeudi de 20 h. 30 à 22 h. chez Antoine Maurin, rue Papassandi, 13-Aix.

CHARENTES :

Philippe Thomas, B.P. 242
16-Angoulême-Nouvelle

HAUTE-GARONNE et départements limitrophes :

Philippe Ricalens - Le Colombier
09-Saint-Lizier

Marc Van de Sande, 6, r. Denfert Rochereau
31 - Toulouse

GIRONDE :

NAF - J.J. Boisserolle - B.P. 37
31-Bordeaux 01

Permanence le jeudi de 17 h. 30 à 18 h. 30 et Cercle le 21 h. à 22 h. 30 au Café Français, place Pey-Berland.

INDRE-ET-LOIRE :

NAF - B.P. 49
37-Tours (Rives du Cher)

LOIRET :

Guy Lemaignan, 12, rue Eudoxe Marcille
45-Orléans

MARNE :

Noël Noizet, 8, rue Thiers - 51-Reims

SARTHE :

M. de Lavarène - 85, rue Chanzy
72-Le Mans

Permanence au 5 rue Saint-Pavin de la Cité
72-Le Vieux-Mans

SEINE-MARITIME :

N.A.F. - S.C.I.C. - 39, rue de Fontenelle
76-Rouen

Jérôme Faure, 3, rue Marcel Ginouvier
76-Le Havre

VAR :

Fabrice O'Driscoll - « La Caravelle » - Route de Pierre plane - 83-Bandol

HAUTE-VIENNE :

Permanence le mardi de 16 à 19 heures au « Centre Turgot », 43, Cours Bugrand, 87-Limoges.

PETIT MANUEL ROYALISTE

La Nouvelle Librairie d'Action française communique la première partie du Petit manuel royaliste étant épuisée nous orions nos amis de suspendre momentanément leurs commandes

BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer à A.F. Université, 17 rue des Petits Champs PARIS 1^{er}

Je demande à recevoir A.F. Université pendant an(s)

à compter du mois de et verse la somme de

21 F	normal	— 2 ans	
15 F	étudiant	— 2 ans	
12 F	normal	— 1 an	
9 F	étudiant	— 1 an	

(mettre
une
croix
dans la
case
correspon-
dante)

(majoration de 5 F pour un abonnement sous enveloppe)

par	chèque bancaire joint	
	chèque postal joint (Paris 1918-59)	
	mandat-lettre joint	

M. - Mme - Mlle NOM

PRENOM

RUE OU
LIEUDIT

N°

COMMUNE

DEPARTEMENT

Fait le à

Signature :





Il existe bien des révoltes. Tout homme passe par sa crise juvénile qui l'amène avec un plaisir quasi masochiste à s'opposer aux autorités tutélaires qui ont entouré ses jeunes années. Crise plus ou moins longue, plus ou moins douloureuse mais nécessaire qui permet à l'homme mûr de se développer, de s'affirmer, et de passer du stade de la critique infantile à celui d'un jugement sûr que conforte le sens des responsabilités. Il arrive que certains ne parviennent à franchir l'étape de leur adolescence et la prolongent indéfiniment. Il faut les plaindre, car nul n'est plus malheureux que celui qui n'assume pas sa condition d'homme.

Attention ! Cela ne signifie pas que l'homme mûr est celui qui se satisfait de ce qui l'entoure, de l'univers où il vit, de son mode de travail, de l'air qu'il respire, de la télé qu'il ingurgite, de la cage à lapin qu'il habite, etc... L'équilibre, c'est-à-dire l'état de l'individu qui a assumé sa condition d'homme, ne se conçoit que comme une disposition générale de l'être profond. Pascal dirait peut-être qu'il est question de cœur, c'est-à-dire qu'il touche aux qualités de l'intelligence, à la rectitude du jugement, à la maîtrise de la volonté sur les passions, à l'affinement des sentiments. L'homme parfait est celui qui a réalisé l'équilibre intérieur et une civilisation se juge à son aptitude à le favoriser.

Voilà donc notre civilisation jugée ! Mais progressons un peu dans notre réflexion : la définition de l'individu équilibré pourrait bien nous mettre sur la voie de ce qu'est la révolte dans son essence absolue. Ce n'est pas un hasard si Albert Camus a pu écrire dans *L'Homme révolté* : « La révolte métaphysique est le mouvement par lequel un homme se dresse contre sa condition et la création tout entière. Elle est métaphysique parce qu'elle conteste les fins de l'homme et de la création ».

Nous voilà loin de nos révoltes adolescentes ! Nous voilà dans la révolte pure, dans le refus total, la négation absolue. Il ne s'agit plus de la contestation passagère de l'autorité paternelle, il s'agit de celle, radicale, de toute paternité. Cette révolte métaphysique, Maurras l'appelait *Révolution* (avec un R. majuscule).

L'homme qui a assumé sa condition et donc réussi son équilibre, celui qui a ordonné toutes ses facultés aux fins de son destin, celui-là ne peut que détester de la plus violente haine cette Révolution que Joseph de Maistre appelait justement satanique.

A la limite, l'esprit révolutionnaire (celui de la révolte métaphysique) confine à la folie. Un psychologue comme Allers a expliqué lumineusement contre tous les freudismes que la névrose n'était rien d'autre que ce refus de la condition humaine, une disposition d'esprit proche du plus monstrueux orgueil.

En ce sens, nous nous proclamons toujours antirévolutionnaires, simplement par amour de la vie, haine de l'instinct de mort, refus du néant. Que l'on ne croit pas que cette attitude soit facile. La Révolution n'est pas ce monstre extérieur forcément reconnu comme adversaire, étranger à soi, à son désir. En pleine « révolution nationale », un professeur facétieux et maurassien faisait remarquer que travail, famille, patrie c'était bien joli mais que ces valeurs majeures ne se séparaient pas de leurs contraires, de leurs négations. L'adultère rode autour de la famille. Il ne suffit pas d'inscrire les valeurs et les vertus au fronton des maires...

De même l'esprit qui toujours nie est présent au fond de tous les cœurs, comme une bête à l'affût prête à bondir. Quelqu'un a écrit — le papier décidément souffre tout — que le jeune Maurras n'avait jamais été tenté par l'anarchisme révolutionnaire, ou plus exactement qu'il lui avait suffi d'une nuit pour en exorciser le spectre. Il faut évidemment n'avoir rien compris à la question pour oser un tel contresens. Le jeune homme rongé par la pensée de « l'éternelle inutilité de son sort » et

qui parvenu au fond de son nihilisme songe à se supprimer, celui-là ne peut que se battre jusqu'au bout de la nuit contre ce vertige qui l'opprime. Comment ne pas songer à lui lorsque dans cette page splendide du conseil de Dante, il nous montre le grand Florentin tenté par toutes les passions du monde mais les ordonnant aux mesures de la raison. « Cette œuvre est le témoin comme elle est le produit d'une grande âme qui se surmonte. Sa réussite récompense l'idée juste obéie héroïquement ». L'idée juste obéie héroïquement caractérise son classicisme qui n'est jamais qu'un romantisme dominé. L'ordre n'est pour l'homme qu'une lutte héroïque contre le désordre intérieur.

L'esprit révolutionnaire refoulé, est-il de justes révoltes ou même de justes révolutions (le mot étant entendu cette fois dans son sens latin direct) ? Bien sûr que oui ! La grande erreur serait de croire que toute révolte, toute aspiration au changement ou même au bouleversement procède de l'esprit révolutionnaire. Il est de justes révoltes et de salutaires révolutions.

Que les parisiens se soulèvent parce qu'on leur démolit leur ville, nous applaudissons à leur révolte. Que la jeunesse refuse le paradis du gadget, la société du spectacle et la persuasion clandestine, nous saluons son insurrection rédemptrice contre l'incommensurable sottise de notre anti-civilisation. Qu'au sein du monde du travail se manifeste le refus des cadences infernales et la volonté de participer activement à la gestion de la production, nous accueillons avec satisfaction ce refus de la société bureaucratique et technocratique.

Notre volonté antirévolutionnaire n'est que l'aspect négatif de notre aspiration à l'ordre vrai. Bon nombre de révoltes sont le signe d'une aspiration fondamentale à cet ordre là. Alors pourquoi cautionnerions-nous toutes les répressions ? Elles sont trop souvent l'expression du désordre casqué et botté. Qui nous fera croire que l'an dernier en faisant subir les pires sévices à Alain Jaurès qui n'avait eu le tort que de vouloir accompagner un homme blessé à l'hôpital, la police défendait l'ordre ?

Oui, on a le droit de se révolter contre certaines injustices. Une certaine insensibilité face à elles serait la marque d'un désordre de l'être profond, justement, celle d'une absence de jugement, d'une absence de volonté et d'une perversion de la sensibilité. Contre de graves injustices, l'insurrection est le plus sacré des devoirs.

Pourtant, il ne faut pas se cacher qu'une révolte jaillie du fond d'un cœur droit peut manquer son objet, voire même se retourner contre lui. Le tyrannicide qui a mal calculé son coup risque d'attirer sur la cité de terribles répressions qui plongeront le peuple dans des maux plus grands encore. On peut concevoir aujourd'hui de multiples révoltes jaillies des profondeurs du pays réel, mais vaines, parce que fortes de leurs seules spontanités.

C'est pourquoi, il faut que toutes ces révoltes soient ordonnées à un projet politique, guidées et éclairées par lui. Osons le mot il faut un projet révolutionnaire. Les révoltes justes n'aboutiront que lorsqu'une philosophie politique, une réflexion institutionnelle leur donneront ce but et ce moyen qui leur manquent.

A nous d'en être les fédérateurs. Notre campagne « sauver Paris » en union avec nos camarades de l'A.U.D.E. (l'atelier d'urbanisme pour la défense de l'environnement) constitue notre premier essai sérieux pour prendre la tête des insurrections du pays réel. Il nous faudra développer d'autres entreprises. Les occasions ne manqueront pas. Il ne faudra pas les manquer.

La participation des militants d'Action française aux révoltes du peuple de France est la grande chance, la seule pour que l'ordre monarchique et communautaire refoule impitoyablement le désordre c'est-à-dire la démocratie.

Réflexion stratégique sur les luttes universitaires

L'art de gouverner les sociétés suppose un équilibre entre l'autorité et l'exercice de pouvoirs inférieurs et partiels, les libertés. La logique démocratique envisage ces deux termes sous l'angle d'une alternance de Dédos à César, issue d'un conflit, et non pas sous l'angle d'une nécessaire conciliation de ces deux aspirations de l'homme en société : le besoin de sécurité et de protection, la revendication d'une autonomie et l'affirmation de désirs individuels. L'harmonieuse conjugaison de ces deux composantes s'appelle l'Ordre. La Politique détermine les institutions utiles et nécessaires à cette harmonie, à la conjugaison de l'Autorité et des Libertés.

Henri Lefevre dans son *Manifeste différentialiste* « exécute » la mixture néo-libérale et dirigiste selon laquelle « les pays qui ont abusé de l'Etat pourraient prendre un peu de liberté : les peuples qui ont pris trop de libertés pourraient faire une cure d'étatisme ». Il poursuit : « ce qui semblait décision historique entre la libre entreprise et la planification, entre l'Etat autoritaire et la démocratie élargie, se change en balancement, en dosage : un peu moins de ceci, un peu plus de cela ».

Ainsi la mirifique trouvaille selon laquelle l'avenir radieux appartiendrait à une synthèse entre les valeurs du « monde libre » et les valeurs du « monde socialiste » est ramenée à une « mixture ». Certes les différences entre les systèmes de valeurs libérales et socialistes s'estompent : la mixture semble une bonne recette. Elle l'est, en effet, si l'Autorité est synonyme d'étatisme, et les libertés synonyme de « démocratie élargie ».

Bien qu'il emploie des termes dans leur acception démocratique (ex. : les libertés sont baptisées *démocratie élargie*), Henri Lefevre envisage bien à travers eux des réalités sociales permanentes. En cela il est « réactionnaire ». En effet, réduites à leur acception démocratique, les idées d'Autorité et de Liberté ne sont que des formules juridiques (ex. la liberté du travail) tandis que la vie réelle et concrète tente de s'organiser en marge ou contre les schémas démocratiques, « l'establishment ». D'où ces accès de fièvre, signes de la crise de civilisation. Cette crise ne vient pas d'un mauvais dosage, contrairement à ce que croit tout démocrate, mais elle naît de la volonté d'accoupler une Liberté strictement individualiste et abstraite qui n'est qu'anarchie et une Autorité, anonyme, désincarnée qui n'est qu'une oppression. Parce que à travers les terminologies actuelles il envisage des réalités vivantes et concrètes, Lefevre conclut à l'impossibilité de réconcilier réellement la démocratie élargie et le dirigisme. Le dosage possible par quelques recettes constitutionnelles (cf. Vedel) entre la Liberté démocratique et l'Autorité démocratique ne résout pas le problème pour cette raison que les deux notions ne recouvrent pas les réalités qui en sont l'objet. C'est pourquoi les libertés authentiques ressurgissent « hors la loi », de façon anarchique, et la nécessaire Autorité réapparaît alors sous le masque d'un pouvoir fort, totalitaire.

I.- ordre et liberté

Toute politique est amenée à mettre en balance les deux composantes essentielles de la vie sociale : l'autorité et les libertés. Henri Lefevre montre bien l'impuissance des démocrates à concilier ces deux éléments (obligés de les alterner et incapables de les synthétiser dans un art de gouverner). Acceptons, pour l'instant, le terme liberté comme l'absence d'oppression.

Il est nécessaire d'insister sur le fait que le balancement de Dédos à César de nos républiques ou empires, traduit en pratique démocratique l'adage monarchique « le roi en ses conseils, le peuple en ses états ». Ce que la monarchie synthétise, la démocratie l'oppose et ne peut le concevoir que sous l'aspect d'une lutte. Les démocrates perçoivent à des degrés divers le dilemme et tentent de le résoudre sans remettre en cause leurs schémas, parce que pour eux la Liberté n'est qu'un objet de droit (droit de s'enrichir, de travailler, de contracter d'égal à égal entre patron et ouvrier) et non l'attribut d'une réalité vivante, organisée, responsable.

L'autorité dépendante de l'élection ne peut être que partisane et oppressive, l'alternance des périodes de dictature et d'anarchie résulte de l'impossible conciliation des caricatures démocratiques de l'autorité et des libertés. La distorsion entre les deux termes et le produit même du système.

Un des arguments les plus puissants en faveur de la Monarchie est de montrer la possibilité de résoudre le dilemme. Ce point acquis, comment illustrer dans une pratique stratégique les notions d'Autorité et de Liberté, c'est-à-dire élaborer des actions fondées sur ces deux aspirations vitales de la société.

Une certaine droite, parfois lucide sur la démocratie elle-même, s'est laissée prendre au jeu du dilemme, ce qui explique son intégration de fait au système républicain. Cette droite, pour combattre l'anarchisme (le désordre) né de l'exercice démocratique des « libertés » est contrainte de renforcer l'appareil étatique, de voler à son secours.

Par exemple, elle prendra parti pour le jacobin Sanguinetti contre J.J.S.S. leader du « pouvoir régional », et ce en vertu de l'intérêt national, c'est-à-dire du clan républicain, du désordre légal.

A l'inverse lorsque l'Etat impose sa dictature, se fait policier et inquisiteur, elle prendra parti (au nom des libertés) pour des forces résiduelles et déclinantes (ex. les petits commerçants, les félibres). Dès lors les idées-forces de la contre-révolution deviennent les alibis de l'impuissance. Pourquoi ?

Ceci tient à l'illusion de pouvoir intégrer une pratique minoritaire (fondée sur des principes contre-révolutionnaires) dans un jeu légal qui, fondé sur de faux principes, n'en est pas moins dominant.

C'est pourquoi le contenu pratique que nous

pourrions donner à certains thèmes d'action sera forcément récupéré par le système si nous ne substituons pas une dynamique des événements à des jugements de valeur. Ici s'impose un retour au concret.

Si le lieu permanent des libertés est le pays réel, le lieu de l'Autorité n'est l'Etat que si celui-ci est monarchique. Aujourd'hui l'Etat ne peut être envisagé que comme le parachèvement, l'expression juridique du Pays Légal. Donc, s'il existe une expression et un lieu démocratique de l'Autorité et des Libertés, la stratégie royaliste doit savoir privilégier les secondes puisqu'elles résident dans le pays réel. Le fait qu'elles s'expriment aujourd'hui à travers des schémas démocratiques (ex. le pouvoir régional de J.J.S.S., les séparatismes plus ou moins animés par les différents gauchismes, l'autogestion, etc...) ne les empêche pas d'exprimer de fortes réalités. C'est ici qu'une certaine droite prouve son impuissance puisqu'elle sera amenée à combattre plutôt qu'à orienter ces différentes manifestations au motif qu'elles ont un caractère révolutionnaire. Pourtant, comme il faut bien conserver les principes et les concrétiser dans des forces résiduelles et symboliques qui ne seront pas vraiment dangereuses pour l'Etat (ex. les petits commerçants), et où le folklore propre à cette droite qui en vient à soutenir alternativement les deux termes du désordre démocratique.

Ce danger qui guette la Contre-Révolution tient à une erreur qui est de porter des jugements selon des critères propres à l'institution monarchique et non selon ceux qui seraient les plus appropriés à opérer le renver-

AF université

Amitiés Françaises Universitaires
Edité par S.N.P.F.
17, Rue des Petits Champs
PARIS 1^{er}

Directeur : Michel Ledoyen
Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Abonnement d'un an :
12 F — Etudiants : 9 F
De deux ans :
21 F — Etudiants : 15 F

C.C.P. A.F. Université Paris 1918-59

Société de Presse Berrichonne
5, Rue Macdonald, 18 - Sancerre
Photos Forestier, pp. 3 et 12

sement de l'ordre établi. En effet, on ne calque pas plus la stratégie royaliste sur la monarchie future qu'un général ne calquerait sa stratégie sur l'organisation future de ses conquêtes. En faisant (souvent par manque de conviction) comme si la Monarchie existait (ex. dire que l'Etat défend l'intérêt national) les pseudo contre-révolutionnaires finissent par mettre au service de la République des pensées et des actes consubstantiels à la Monarchie. Les gens contribuent à rendre crédible le régime. De l'impuissance à tirer des thèmes contre-révolutionnaires la dynamique dont ils sont porteurs découle le risque de prostituer ces idées dans une pratique intégrée dans le jeu du système.

C'est une trahison née d'une démission !

II.- les libertés et leur organisation.

Lorsqu'en démocratie les libertés ressurgissent, les jacobins brandissent le spectre de l'anarchie. Oui, anarchie si l'on veut, mais dans le contexte actuel les libertés peuvent-elles s'attacher à des pouvoirs réels expressions de corps constitués ? Non, puisqu'au nom de la volonté générale on nie les pouvoirs particuliers que toute collectivité doit posséder pour être autre chose qu'un « lobby » ou groupe de pression. « Il importe donc pour avoir bien l'énoncé de la volonté générale qu'il n'y ait pas de société partielle dans l'Etat et que chaque citoyen n'opine que d'après lui ». (J.J. Rousseau, *Du Contrat social*, L. II, chap. III).

chap. III]. La stratégie royaliste implique la récupération par les forces vives de pouvoirs et de compétences. C'est tout un nouvel arsenal de techniques d'action que nous devons redécouvrir. Nous montrons aisément que toute liberté ne vaut que par le pouvoir qui la garantit. Les libertés sont au terme de la Contre-Révolution ; la prise du pouvoir est la condition de leur explosion, prise du pouvoir où l'Etat-appareil n'est plus la cible immédiate mais terminale. Dans un appareil étatique, le putsch, la prise du pouvoir posent des problèmes dont on a pu mesurer l'ampleur dans les années 1960-62 ; la profonde imbrication des divers éléments du pays légal permet désormais d'encourager et de susciter des révoltes irrécupérables par aucun de ceux-ci. Le seul risque d'une stratégie fondée sur la mise en œuvre des libertés est de les voir se dévoyer sous l'impulsion des révolutionnaires d'extrême-gauche. De l'existence de ce risque découle la nécessité d'une organisation dont le rôle est d'harmoniser les différentes luttes.

Face au pouvoir établi, à l' « *establishment républicain* » qui s'homogénéise du fait de la convergence des stratégies legalistes dans le monde technocratique, il faut substituer la lutte pour les pouvoirs à la lutte pour le pouvoir. L'Etat, au sens strict, comme seul objectif a vécu. Que signifierait aujourd'hui la prise du Palais-Bourbon ? Rien. C'est donc une stratégie capable de briser l' « *establishment* » qu'il faut construire. D'où notre tactique universitaire qui consiste à prendre, arracher des pouvoirs avant d'envisager « *la prise du Pouvoir* ». Pratiquement, il s'agit de démembrer l'appareil universitaire, qui se manifeste par la subsistance de l'autorité administrative (ministère) et l'installation d'une administration parallèle dirigée par le P.C. Il faut noter une implantation communiste particulièrement nette dans les universités où l'ordre règne, où l'on travaille, (ex. le centre juridique de Sceaux, que l'on peut classer « à droite » à bien des égards, compte quatre élus UNEF-Renouveau sur six), à Orsay l'exemple est encore plus net. A Vincennes la situation s'est considérablement « *normalisée* » depuis la prise en main par le

P.C., avec Frioux. A Villetaneuse, Saint-Denis aucun incident : le P.C. s'occupe de tout ! Ces exemples sont significatifs ; particulièrement nets à Paris, ils se vérifient aussi en province.

A l'inverse on remarque une perte de pouvoir tant de l'Administration que du P.C. dans les centres où s'est maintenue une certaine effervescence entretenue par des problèmes spécifiques, des revendications corporatives (cf. Nanterre, Dauphine). On ne peut prendre des pouvoirs que si le monolithisme, le Pouvoir, recule. Nous devons au niveau même des formes de notre action créer une pratique négatrice d'un ordre établi et homogène. N'attaquons pas le mur de front, faisons tomber quelques pierres d'abord !

Nos mots d'ordre doivent s'interpréter de façon à pouvoir être exploités avec un impact local maximum. Voilà pourquoi un slogan tel que « lutte contre l'idéologie dominante » est de loin préférable à celui qui dénonçait dans le P.C. le danger numéro un. La notion de Pays Légal doit peu à peu se substituer aux vocables actuels qui le désignent sous ses



aspects divers (P.C. ou Ministère). Nous nous proposons de morceler le terrain universitaire de façon à rendre inopérante la réaction d'un système qui tire sa force de son potentiel répressif et policier ou de sa force militante (le P.C.). Compte-tenu de notre finalité (l'exercice des libertés universitaires), de nos moyens (décentralisés), de notre stratégie (éclatement du pays légal), une guérilla est préférable à une guerre de front.

Il est plus aisé de faire reculer le système sur dix ou cent endroits que de combattre en bloc l'ordre établi institutionnel (qu'il ait été bonapartiste ou gaulliste, qu'il soit celui de Marcellin ou de Guichard, qu'il devienne communiste).

III.- axes pour une politique militante.

Le Bureau national étudiant a déterminé certains thèmes d'actions, extrêmement pratiques, pour engager les premières luttes royalistes. En aucun cas ceci ne doit être considéré comme une simple pétition de principe. Etre militant royaliste n'est pas se payer de mots ! Chaque groupe, chaque militant doit être mobilisé en permanence, sous diverses formes : l'étude, la réflexion, l'action, la discussion, en différents lieux.

1) L'incompatibilité des fonctions

La main-mise du Pays Légal sur l'Université se manifeste de différentes façons (financière, administrative, pédagogique) parfois de façon criante au niveau des hommes par qui se fait la jonction entre l'Université et le Pouvoir établi. Par exemple, il y a peu de temps une as-

sociation de la loi de 1901 a été créée à Paris afin de donner une véritable école de cadres de l'administration municipale à l'« opposition démocratique ». A côté de potiches de la gauche chrétienne, de vieux radicaux, de jeunes loups du nouveau P.S. on remarque une belle brochette de membres du P.C. Ces messieurs utilisent et vont utiliser l'Université à leurs fins idéologiques et subversives.

N'oublions pas aussi nos « maîtres à penser » qui détiennent le monopole de l'enseignement supérieur et secondaire. Le contre-cours vise à exiger la vérité scientifique, la rectification d'erreurs. Ce biais est le moyen de démolir les idées de nos facultés. Dénouons les hommes du régime qui nous endoctrinent.

2) Harceler les conseils, rompre leur unité

Un conseil d'U.E.R. ou d'Université ne s'attaque pas de front et à froid. La vie quotidienne d'une faculté fournit mille prétextes, parfois minces mais utiles, à la dénonciation des conseils. Si nous pouvons fédérer, organiser un mouvement de mécontentement, tel conseil sera obligé de nous écouter, voire de céder. Les conseils se réunissent en grand secret ou presque : il peut être utile d'exiger une publicité réelle de leurs débats conformément à une « authentique démocratie ».

Un conseil n'est pas homogène, en son sein toutes les haines et rancunes peuvent être exploitées. On peut aussi démontrer à l'aide des chiffres et des pourcentages comment le P.C. met la main sur une université (cf. A.F.U. en 1970). Il est possible de rechercher une tête de turc au sein d'un conseil (toutes les raisons sont utilisables, tous les faits mêmes mineurs...) ou bien faire campagne pour introduire une personne de grand renom. En ce domaine il n'y a pas de recette, il faut rechercher les occasions.

3) Coloniser l'administration universitaire

A court ou moyen terme, il sera nécessaire de placer des étudiants ou des employés dans les différents organismes qui gèrent la vie de l'étudiant : en premier les mutuelles (conseils) mais aussi les bureaux de placement par exemple, les cités universitaires, les crèches, les restaurants universitaires, envisager de noyauter les bureaux d'orientation et de documentation, le personnel des établissements médicaux ou de repos, etc... Parallèlement nos militants doivent envisager des carrières dans l'enseignement, mais ce secteur n'est pas exclusif. Nous reviendrons ultérieurement sur ce point.

4) Ouvrir l'Université sur la vie

Puisque nous voulons défendre l'université réelle, ouvrir l'enseignement sur la vie, pourquoi ne pas essayer de prendre des initiatives en ce sens, appliquer nos idées, devenir une avant-garde. Par exemple demander que telle personne réputée dans sa profession vienne faire une conférence dans les locaux universitaires. Est-il impossible de préparer et d'organiser la visite d'une usine, un voyage ? De nombreux étudiants recherchent un « job », une chambre, des renseignements sur leur avenir. Pourquoi ne pas essayer de monter une sorte de bourse ou un bureau d'orientation ?

On voit ainsi quelques possibilités de militantisme qu'il est possible de lancer en faisant au préalable une étude sur la rentabilité et l'utilité actuelle ou future dans le cadre des campagnes générales qui sont menées.

Par ces quelques directions et exemples le militant peut intégrer sa vie quotidienne au combat politique, *maximiser* son activité et éviter le monde clos d'un militantisme coupé du réel.

Empiristes organisateurs, sachons appliquer notre méthode aux luttes universitaires par une diversité d'actions pratiques cimentées par l'unité de notre formation.

Joël BROQUET
et Patrick PLESSIS

La démocratie contre la cité

Certains bons esprits résolument « modernes » ne manqueront pas de sourire en voyant l'Action française partir en guerre contre la voie express et de dauber sur ces monarchistes nostalgiques d'un passé bucolique et pastoral, refusant les impératifs du progrès technique et exploitant démagogiquement les réactions viscérales de ceux qui déplorent la disparition d'un « bon vieux temps » mythifié.

Cette caricature correspond à peu près au contraire de la réalité. Le mois dernier nous avons titré à la une d'A.F. Université : « Changer la Vie ». Changer la vie, c'est s'insurger contre cette société inhumaine et oppressive qui dans tous les domaines de la vie quotidienne fait de l'individu une machine à produire et à consommer, se moque de préserver et d'épanouir les facultés créatrices de l'être.

Dans la politique (?) d'urbanisation, cette carence criminelle de la société démo-bureaucratique se traduit par des déséquilibres et des traumatismes qui remettent en question à moyen terme jusqu'à la survie de l'espèce, et par une utilisation parfaitement stupide du progrès technique au moment même où les acquis de la révolution post-industrielle pourraient être générateurs d'épanouissement. Lutter contre la ville technocratique, contre cet amas de casernes ordonnancées par des banquiers, c'est se placer à la tête du « soulèvement de la vie » pour reprendre la belle expression de Maurice Clavel. C'est être moderne et progressiste au plein sens du terme.

qu'est-ce qu'une cité ?

Le thème de l'urbanisation est en train de devenir le cheval de bataille de presque toutes les écoles politiques, sociologiques ou philosophiques. Il n'y a rien d'étonnant à cela quand on sait que dans le monde entier, la majorité des habitants, rurale il y a encore un siècle vient habiter dans les cités. En 1846, la population rurale représentait 75 % de la population française. C'est très exactement le taux d'urbanisation qui sera atteint en 1975.

Il est simplement dommage que les urbanistes officiels internationaux, à l'exception de quelques personnalités remarquables comme Lewis Mumford, aux U.S.A. ou Tony Garnier et Henry Bernard, en France, ne se soient pas posé la question de savoir ce qu'était une cité : cette interrogation préalable leur aurait évité de dire et — ce qui est plus grave — de commettre pas mal de sottises.

La cité organique telle qu'elle s'est présentée dans l'histoire ne s'est jamais réduite à un ensemble de lieux d'habitations. Elle est bel et bien un organisme vivant et pensant.

Organisme vivant, la cité est un lieu de rencontre autour d'un pôle d'origine religieuse, politique ou commerciale entre individus ayant des fonctions sociales diverses. La différenciation de la cité en quartiers populaires, quartiers bourgeois, quartiers nobiliaires, sans être inconnue, n'était pas franchement accentuée jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Quant à l'idée

aberrante de séparer topographiquement le travail, le loisir et le jeu, elle n'effleurait même pas les hommes de la cité grecque, médiévale ou du XVII^e siècle. L'organisation de l'espace permettait de réaliser cette interpénétration de la fête et du travail : jardins et monuments étaient intégrés au quartier, lui servaient de signe distinctif le caractérisant, de symbole et d'élément polarisateurs : Notre-Dame n'était pas un objet à visiter au milieu d'un musée de constructions presque totalement inhabitées, mais, entourée sur trois côtés de maisons, était l'âme de la vie quotidienne dans le cœur historique de Paris. De plus l'utilisation du temps facilitait encore la liaison travail et fête. Les congés payés modernes conçus comme une promenade récréative de quatre semaines destinée à permettre aux consommateurs de quitter la prison urbaine où ils sont enfermés onze mois sur douze, pour s'évader vers une nature au demeurant exploitée de plus en plus mercantilement, n'existaient pas. En revanche les nombreuses fêtes chômées (une soixantaine par an sans compter les dimanches) étaient l'occasion de réjouissances réalisées dans et par le cadre urbain.

Individu pensant, la ville était gérée par un corps de magistrats doté de pouvoirs étendus que le renforcement de l'état monarchique aux XVII^e et au XVIII^e siècle n'avait que très partiellement réduits.

L'avènement de l'âge industriel à la fois riche de promesses et riche de dangers a hélas coïncidé avec la victoire de la démocratie. Poussés par leur idéologie, les hommes d'Etat démocrates se sont consciencieusement évertués à « décérébrer » la cité pour la réduire à une machine, une machine stérilisante et génératrice de mort.

la démocratie ou la "cité en miettes"

Pour commencer, la démocratie jacobine a mis en tutelle les communes (comme toutes les collectivités locales) en restreignant son autonomie financière et en y faisant régner la lourde tutelle préfectorale. Plus une ville est importante, dans cette optique, plus elle est suspecte aux yeux du pouvoir central. Lyon et Marseille n'ont obtenu le statut de communes à part entière qu'en 1946. Paris, jugée ville trop turbulente, continue à ne pas avoir de Conseil municipal, le Conseil de Paris ayant un rôle purement symbolique. Et à l'heure où la concentration des pouvoirs étatiques dans la capitale en faisait le moteur hypertrophié de l'économie et de la vie intellectuelle nationale Paris était mis dans l'impossibilité d'organiser et de maîtriser son développement d'autant plus que la poussière des communes de banlieue n'était pas structurée dans une organisation régionale cohérente.

Les responsabilités dans l'organisation de la ville se sont diluées. La construction par exemple est soumise à une administration dont les services exercent un contrôle à la fois tâtonnant et inefficace.

Pour obtenir le permis de construire, un projet doit être soumis à un nombre invraisemblable

de commissions et de services d'abord au niveau départemental puis, pour les plus importants d'entre eux, au niveau national. Mais ces contrôles multipliés qui ralentissent le rythme de la construction sont impuissants à éviter les fautes les plus monstrueuses. Car ils sont en effet incoordonnés et partent de points de vue qui, sans être forcément faux, sont fatalement partiels : après force enquêtes on arrive quand même à construire des H.L.M. dans des plaines sujettes à inondation, des stations de tourisme dans des régions d'avalanches et des sanatoria exposés au Sud dans l'île de la Réunion qui est située aux antipodes. Des administrations, engorgées de dossiers émanant de régions où les fonctionnaires qui les examinent n'ont peut-être jamais mis les pieds, ne peuvent que commettre de tels impairs ! Et de toute façon l'auteur d'une décision reste toujours anonyme. Ainsi on a vu M. Chaban-Delmas voici deux ans s'interroger sur la personne ou l'organisme qui avait bien pu ordonner ou laisser faire la construction du R.E.R.

voie express rive gauche

Ce projet qui constitue un véritable scandale pour tous les parisiens prétend faire s'engouffrer 8.000 automobiles à l'heure dans le cœur de la capitale en détruisant les dernières promenades de la rive gauche. Face à Notre-Dame, la voie passera sur la Seine qui sera déplacée de 5 mètres près de l'île de la Cité !!! Après l'accueil favorable de la population à nos tracts, un Comité « Sauver Paris » avec la participation d'urbanistes et de sommités littéraires de tous les horizons est en voie de constitution.

Dans cette jungle les groupes financiers ont beau jeu pour imposer leur loi en multipliant les pressions aussi efficaces qu'inavouées. Il leur est d'autant plus facile d'imposer la loi du profit que l'idéologie démocratique repose, dans sa forme technocratique, sur la croyance en la promotion de tout l'homme par le simple jeu du développement quantitatif érigé à l'état de fétiche. Cette rupture avec l'idéal grec de la vanité de la possession des biens matériels à partir d'un certain seuil et de la nécessité de rechercher le beau, le bon et le vrai sous tous leurs aspects a donné des résultats qui seraient comiques s'ils ne résoudaient pas si lugubrement pour l'avenir de notre civilisation.

**

Les opérations de construction d'immeubles se font sur le seul critère de la rentabilité. Du coup on construit des ensembles pour riches situés de préférence dans les parties nobles de la ville ou dans les régions suburbaines réputées riches en espaces verts et des H.L.M. dans les banlieues lépreuses et éloignées. Ainsi la cassure entre les classes est dûment matérialisée sur le terrain et l'image saisissante de Maurras s'indignant que le prolétaire soit cam-

Le mot de presse, sitôt avancé, opère magiquement sur la plupart des intellectuels français. Peut-être à cause du Mallet-Isaac de leur adolescence, qui confond si souvent l'histoire de la société française contemporaine avec celle de la liberté de la presse. Puis, à droite comme à gauche, l'on a grossi certains épisodes où des organes de presse ont joué un rôle remarquable. Ainsi : le jeune Thiers, son « National » et la révolution de 1830 ; également Rochefort, la « Lanterne » et la chute de Napoléon III ; et encore Maurras, l'« Action française » et le soulèvement du 6 février 1934.

Quel intellectuel ne s'est-il grisé un jour de l'ambition de voir sa prose reproduite à des milliers, des dizaines de milliers d'exemplaires imprimés ? La Presse est la caisse de résonance de bien des slogans. D'où l'intérêt que lui prêtent tous ceux qui désirent porter leur empreinte sur la conscience d'autrui, et obtenir des élites ou des masses l'acquiescement à leurs programmes. La revendication de la liberté de la Presse est alors un merveilleux levier pour agir sur la société tout entière. Mais quand ce principe libéral et individualiste est enfin reconnu, quelle dérision de le voir compromis par cette censure naturelle qui s'appelle : pénurie des moyens, manque de lecteurs, défaut d'argent !

Cette censure a tué la presse française d'opinion dans les années soixante. Viendra-t-elle à bout des quotidiens d'information dans les années soixante-dix ?

genèse de la crise

Au moment de la grande crise économique des années trente, les quotidiens parisiens étaient au nombre de 70 environ. En 1947, matin et soir, il existait encore 32 titres. Début 1972, il n'en demeure plus que 10, non compris ceux de la presse économique. En Province, évolution semblable. On pourrait penser qu'à l'instar de ce qui se passe lors des concentrations industrielles, les journaux survivants gagnent en vitalité ; mais il n'en est rien, et peu d'entreprises peuvent actuellement présenter des comptes en équilibre. Leurs dirigeants dramatisent alors les problèmes pour obtenir diverses facilités de la puissance publique : subventions, détaxations. Puis ce sont les compressions de personnel, les licenciements collectifs de journalistes et d'employés, comme récemment à Paris-Jour et à France-Soir, après La Voix du Nord et bien d'autres. Suivent les réductions du nombre des éditions et les accords réciproques de non-concurrence, surtout en province. Puis les réductions du « train-de-vie » : photographes, correspondants particuliers, frais de mission. A la limite, le journal peut envisager le moment où il sera débité comme l'essence aux automobilistes : même prix, même qualité, même couleur...

Trois séries de facteurs ont opéré, et continuent d'opérer, catastrophiquement. Les agents en sont le public, l'Etat et les dirigeants de presse eux-mêmes.

Les Français lisent peu, et leurs habitudes de lecture sont obérées par leur manque d'appétit des choses intellectuelles. L'évolution des mœurs n'est pas favorable, à cause de l'individualisme qui prédomine chaque jour davantage (on lisait son journal dans le métro ou l'autobus ; on ne le lit plus au volant). Le manque de civisme, c'est-à-dire d'intérêt pour la direction des affaires publiques, peut également être incriminé.

L'Etat considère à juste titre que la Presse bénéficie d'un nombre suffisant de privilèges : tarifs réduits pour la poste, subventions à certains papiers de presse, exemption de la T.V.A., abatement sur les impôts directs des entreprises de presse et des journalistes eux-mêmes. En revanche, il bloque les prix de vente : vente au numéro et tarifs de publicité.

Tant et si bien que la Presse est incapable d'augmenter ses recettes licites sans l'accord du ministère des Finances ! Encore un bel exemple de la centralisation bureaucratique en République.

Les patrons de presse constituent quant à eux une superbe collection de gérontocrates s'entredéchirant à belles dents, mais unanimes pour réduire les journalistes professionnels à l'état de simples vassaux, d'ouvriers intellectuels spécialisés. Issus pour la plupart de l'industrie (du parfumeur Coty au filateur Prouvost), ils ont installé l'esprit de puissance dans les bureaux directoriaux en lieu et place d'une saine gestion ; et profitant du laxisme des services fiscaux, ils ont reconduit des pratiques comptables désuètes et trompeuses, incompatibles avec une connaissance scientifique de l'économie de la Presse.

journaux les plus importants. En fait, c'est surtout le circuit de distribution des budgets publicitaires qui est en cause. Les grosses agences (Publicis, Havas, Dupuy, etc...) préfèrent traiter avec les supports importants : télévision et journaux à plus de cent mille exemplaires. La lutte est circonscrite entre les « gros ». L'apparition de la télévision n'est pas en soi une catastrophe pour l'ensemble de la presse quotidienne. Elle n'explique certainement pas l'indigence de Combat ou de certaines feuilles régionales.

que faire ?

Notre opinion est que la majorité des cadres dirigeants de la presse quotidienne ne sont absolument pas qualifiés pour esquisser la

La Presse en crise

les fausses alarmes

L'empire des « magnats de la Presse » est donc plus que fissuré, et nous ne voyons pas quelle sera l'issue. En effet, aucun signe de redressement ne se manifeste encore. La preuve en réside dans les erreurs de diagnostic qui sont communément répandues.

La première de ces erreurs consiste à prétendre que la presse quotidienne doit de toutes façons bien vivre dans un climat d'expansion accélérée, et que c'est l'insuffisance du taux d'accroissement de cette expansion qui pèse sur le développement des recettes des journaux, en les privant du supplément de publicité lié à l'expansion supplémentaire. Ainsi Le Monde se plaint-il du ralentissement des offres d'emploi et d'une baisse relative de ses recettes en petites annonces. Nous affirmons pour notre part qu'un journal qui attend sans cesse davantage de la publicité sort de son rôle premier, voit déplacer son centre d'intérêt, à ses risques et périls par conséquent.

La deuxième de ces erreurs consiste à rendre l'Etat responsable de tous les maux, en raison de ses décisions sur les taux de charges sociales, sur les tarifs postaux, sur les relèvements de taxes. Mais cela n'est-il pas la règle générale ? Les autres professions n'en meurent pas toutes ; et nous avons vu que la Presse bénéficie d'exemptions très généreuses. Le 1^{er} avril, la hausse des tarifs postaux sur abonnement sera de porter de 0,7 à 1,4 centime le prix pour cent grammes de papier. C'est encore loin des cinquante centimes pour une lettre ordinaire à moins de 20 grammes !

La troisième erreur est d'incriminer la télévision : la télé prend des lecteurs pour en faire des spectateurs, elle emporte également des budgets publicitaires. Aucune enquête sérieuse n'a été concluante sur la transformation des lecteurs en spectateurs. Les journaux d'images, de photos, de reportages, ont été probablement frappés ; mais la plupart des quotidiens ont des diffusions à peu près stables depuis trois ans. Quant aux transferts publicitaires, ils ne visent que les secteurs « riches » ; à sept anciens millions les trente secondes aux heures de bonne écoute, la télévision n'attire qu'un nombre limité de concurrents, mais justement ceux qui alimentaient les caisses des

moindre solution à la crise actuelle, et cela pour des raisons à la fois morales et intellectuelles.

Les patrons de presse se conduisent trop souvent en grands seigneurs, qui par sa morgue, qui par son faste, qui par sa brutalité. Dans un journal, le licenciement se décide sur l'heure ; aux favoris, frais de mission et augmentations sont grassement distribuées ; et parfois le patron est seul compétent pour faire la maquette !... Le caprice et l'imagination en délire l'emportent aisément sur la raison et l'équité. Et si le patron risque de perdre le dernier mot, il demeure un ultime argument : l'argent, l'argent encore, l'argent toujours.

Pour retenir le journaliste compétent qui voudrait changer d'air, l'argent : 20 % d'augmentation tout de suite, et 15 % encore le 1^{er} janvier suivant. A Paris, un rédacteur en chef de « grand » journal gagne plus d'un million d'anciens francs par mois.

Sur le plan idéologique, ces messieurs ne s'embarrassent pas de préjugés : la croyance au Progrès et à la Démocratie est leur fonds commun de catéchisme. Dans ces conditions, comment leur serait-il possible d'examiner lucidement les faits, de raisonner avec tout l'empirisme nécessaire et d'organiser leur avenir même ?

Ou bien la situation continuera d'évoluer : la mort des quotidiens les uns après les autres, comme Paris-Jour, pour le plus grand profit de la télévision (donc du gouvernement) et des hebdomadaires « de standing ».

Ou bien il y aura un coup d'arrêt. Espérons peu de la profession. Le coup d'arrêt, s'il doit se produire, viendra d'en haut. Il sera politique. Il sera dans l'intérêt du pouvoir politique. La presse quotidienne des années quatre-vingt sera celle que voudra le pouvoir politique ; et elle sera conforme aux idées que celui-ci se fera sur le bonheur des Français, sur l'art de vivre en société.

Pour la presse française, comme pour l'art de vivre français, il faut changer les institutions.

Stanislas LEBLANC

continuer le C. R. U.

Le 1^{er} Congrès royaliste universitaire (octobre 1971) a constitué l'amorce de tout un travail :

- d'analyse de l'université française
- d'observation du « milieu étudiant »
- de recherche d'un modèle pour l'université de demain.

Notre tâche essentielle est aujourd'hui d'approfondir le deuxième point pour rendre plus efficace notre combat en milieu universitaire.

L'étudiant français, surtout s'il réside en **campus**, peut être défini comme un « **déraciné multidimensionnel** », c'est-à-dire un individu coupé non seulement de toute communauté (familiale ou autre), mais aussi de tout système de référence dans le monde nouveau où il est plongé en véritable « **vagabond de l'intellect** » (1).

La concentration des étudiants dans des **campus** coupés de la vie, le côté deshumanisant des grands centres d'enseignement parisiens, le climat de « ghetto » qui y règne sous-vent, tout cela contribue à isoler les individus dans un cadre artificiel et inhumain duquel chacun songe à s'échapper. Pour éviter cette solitude dans une masse inerte, la solution reste encore l'embrigadement dans un groupe « **totalisant** » qui offre une vision globale du monde permettant de s'évader de son milieu. Les groupes religieux et politiques jouent un rôle déterminant dans la vie étudiante, c'est ce qui explique pourquoi l'université est devenue si facilement l'**Ecole de la Révolution**.

Telle est, très schématiquement, l'analyse que l'on peut faire de la situation de l'étudiant : nous sommes loin des clichés traditionnels, véhiculés par les « media » ou acceptés par les groupes qui se lancent dans l'action politique en milieu universitaire.

Le but de la session de Grenoble (début avril 1972) sera de développer et d'étayer cette analyse faite au C.R.U. pour en tirer les enseignements nécessaires à notre action et pour présenter au public la situation réelle de l'étudiant en donnant au résultat de nos recherches la plus grande audience possible, peut-être par la publication d'un « livre blanc » sur la vie de l'étudiant.

Préparée par les différents groupes universitaires de la Nouvelle Action française, en collaboration avec tous ceux qui pour quelque raison que ce soit, sont intéressés par nos recherches (enseignants et chercheurs en sociologie ou en science politique), la session se déroulera selon le plan de travail suivant, que nous publions à l'intention de tous ceux qui désireraient y participer :

1) Le déracinement

A — Le déracinement psycho-sociologique

- a) le passage du secondaire au supérieur : ses motivations ; les modalités de la transition.
- b) les niveaux de rupture : modification totale de l'environnement psychologique et absence de finalité morale.

B — Le déracinement intellectuel

- a) nature de l'enseignement :
- 1) le contenu : les inconvénients de la pluridisciplinarité mal comprise ; superficialité de l'enseignement ; rôle trop grand de l'abstraction.

2) modalités de transmission et de sanction des connaissances.

3) interdépendance entre le contenu et les modalités de transmission et de sanction.

b) conséquence : absence de réflexion intelligente ; chacun se conforme à des schémas prédéterminés ; les révoltes du bon sens sont digérées ou éliminées.

2) De l'atomisation à la massification

A — Isolement de l'individu

- a) étude des conditions de vie
- b) le conditionnement ; l'individu se noie dans la masse.
- c) les échappatoires ; échec des tentatives de vie en marge du milieu étudiant. Réussite des groupes totalisants (religieux ou politiques), mais au prix d'une fuite en avant.

B — Massification

- a) conformisme
- b) la cohabitation entraîne le mimétisme.

3) De la massification à l'embrigadement

(cf. Actes du 1^{er} C.R.U. : l'Ecole de la Révolution).

La session de Grenoble est l'occasion de continuer sur notre lancée. Le travail est ambitieux : son succès ou son échec ne dépendent pas d'une quelconque fatalité, mais de notre travail à tous. Quelques groupes se sont déjà attelés à la tâche : cela ne dispense en rien les autres de s'y mettre.

Chaque groupe organisé doit participer à ce travail, au minimum faire une enquête pour nous faire connaître la situation exacte de chaque ville universitaire : **campus**, étudiants salariés, animation culturelle, conditions de vie, origine géographique et sociale des étudiants, etc... Le plan de travail est réparti entre les sections. Quant aux isolés, ils peuvent entreprendre un travail d'approfondissement sur tel ou tel point. Tous les intéressés s'adressent au Secrétariat National Universitaire de la N.A.F., 17, rue des Petite-Champs, Paris (1^{er}).

Pour permettre à tous de commencer sans retard, nous publions les titres de quelques ouvrages de base qu'il est opportun de parcourir :

- **Les Héritiers** (les étudiants et la culture) de Bourdieu-Passeron - Ed. de Minuit.
- **Des millions de jeunes : aspect de la jeunesse** - Cl. Dufrasse - Ed. Cujas 1967.
- **Démarxiser l'université** - Jules Monnerot.
- **Traité de sociologie générale** - Vilfredo Pareto - Ed. Droz Genève.

Rappelons que nous invitons toutes les sections étudiantes à participer à la session de Grenoble dans une perspective de recherche. N'oublions pas que notre objectif n'est pas seulement interne : il s'agit de prouver au public extérieur l'intérêt de notre combat par la rigueur de nos analyses sur le milieu étudiant.

SECRETARIAT NATIONAL UNIVERSITAIRE

(1) Voir le rapport de Grenoble dans les Actes du 1^{er} C.R.U., pp. 39 à 48 (en vente à nos bureaux).

note de lecture : la politique

Sous ce titre sobre et racé, le Centre d'Etude et de Promotion de la Lecture (C.E.P.L.) publie un fort volume de cinq cents pages, façon encyclopédie moderne, en vue de former l'homme d'action du vingtième siècle.

Disons que cet ouvrage de vulgarisation pour cadre complexé sent trop le « fichier », nous égare dans les détails, mais aussi sera vite dépassé, à moins d'éditer un supplément annuel qui nous renseignera sur les avatars des tendances P.S.U. ou de la Confédération internationale des syndicats libres. Les analyses doctrinales sont insuffisantes pour le militant. Les joies de l'ordre alphabétique y font succéder Raymond Aron à Aristote, ce qui n'est pas une consolation.

Quarante lignes sont consacrées à l'Action française, mais aucune à Maurras en particulier. Si l'ouvrage connaît la date de création de la *Nouvelle Action française*, il ignore encore les études récentes sur nos mouvements et ne renvoie qu'aux ouvrages partiels de l'Américain Weber et de l'Allemand Nolte.

Pauvre politique !

M. L.

3^e colloque Maurras

Faisant suite à ceux de décembre 1968 (Maurras et la vie française sous la III^e République) et de Pâques 1970 (Tendances et perspectives des études maurrassiennes), ce troisième colloque marque l'institution de rencontres périodiques consacrées aux recherches sur la pensée maurrassienne et l'histoire de l'Action française.

En cette année du vingtième anniversaire de la mort de Maurras, la création à Aix du Centre Charles-Maurras, destiné à faciliter toutes les investigations scientifiques, apporte la certitude qu'une histoire jusque là polémique retourne enfin au champ normal de la connaissance objective. Que M. le Colonel Rémy ait accepté de présider ces journées d'étude en délivre le meilleur témoignage.

INSCRIPTION :

Nous prions tous les militants de la N.A.F. qui participeront aux travaux du colloque de nous écrire. Nous leur ferons parvenir l'ensemble des renseignements sur ce colloque.

ORGANISATION :

Toutes les séances auront lieu à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, 25, rue Gaston-de-Saporta.

DATES :

4, 5 et 6 avril 1972.

Parmi les 21 communications, nous avons plus particulièrement retenu :

4 avril :

- 15 heures, Victor N'Guyen : Les Contes du Chemin de Paradis, « **Ontologie et Politique** ».
- 15 h. 45, Thomas Molnar : Maurras et la « **politiké épistémé** ».

5 avril :

- 9 h. 15, Pierre Debray : Raison et déraison chez Maurras.
- 15 h. 15, Louis Trénard : Le dilemme de Marc Sangnier.

6 avril :

- 14 h. 15, W. Keylor : **Olio et le Roi** : Jacques Bainville et la doctrine historique de l'Action française.
- 16 h. 30, Mlle Th. Charles-Vallier : L'influence de la pensée maurrassienne sur le nationalisme algérien.

Nous sommes heureux d'annoncer ce troisième colloque et encourageons tous nos lecteurs à suivre ses travaux en y participant.

le classicisme de Charles MAURRAS

Le classicisme de Maurras a parfois été senti comme le triomphe de l'insensibilité et de l'immobilité. Il y aurait en lui comme un écho de ces vers du jeune Baudelaire :

« Je suis belle, ô mortels ! comme un rêve de pierre... »

Je hais le mouvement qui déplace les lignes
Et jamais je ne pleure et jamais je ne ris ».

C'est là une vision tout à fait fautive, imputable à une connaissance sommaire à la fois du classicisme et de Maurras. Tout cela a donc besoin d'être revu et redéfini si l'on veut comprendre la profondeur et la richesse du classicisme maurrassien.

la tradition classique et l'homme parfait

Le terme de « classique », quoiqu'il reçoive des interprétations fort variées selon les théoriciens qui l'emploient, désigne traditionnellement l'esprit et la civilisation du XVII^e siècle français. Or Maurras nourrit une profonde admiration pour le classicisme français. Dans la même page de l'*Invocation à Minerve* où il parle de « reprendre le chemin de Versailles » il déclare : « on dit que l'homme crée un règne nouveau dans le monde : l'homme classique constitue un règne dans le règne humain » (1).

Mais chez Maurras l'évocation du XVII^e siècle ne vient jamais seule : elle s'accompagne de celle de la grande tradition antique et chrétienne où la Grèce occupe une place privilégiée. Le classicisme, c'est l'aboutissement du miracle grec : « Entre toutes les autres une tradition se présente, dont le caractère frappant est sa conformité presque complète avec ses principes du goût qui expriment l'Homme élevé au plus haut point. On la voit naître dans l'ionie comme de la cendre d'Homère, elle se continue sous les oliviers du Céphise. De sages Romains qui l'adoptent lui font une patrie nouvelle. Le moyen-âge ne la bannit pas complètement de la France ni des villes d'Italie. Elle se régénère et occupe toute l'Europe ; mais c'est Paris qui la conserve, comme Athènes jadis. Du milieu du XVI^e siècle à la fin du XVII^e, l'humanisme et l'esprit classique, affinés d'une pointe de goût attique, ne manquèrent jamais de représentants parmi nous » (2). Ainsi cette tradition nous renvoie aux « principes du goût » et à « l'homme élevé au plus haut point » que Maurras appelle plus haut « l'homme parfait ».

Comment mieux dire que le « classicisme » de Maurras est inséparable de ce qu'on peut appeler son « humanisme » ? Voici comment Maurras définit l'homme parfait : « Or, en deux mots, l'homme est un animal qui raisonne... c'est là ce qui le distingue sans l'en séparer du reste de la nature. Cette nature est présente en lui tout entière. Elle est dans son corps qui a poids, nombre et mesure ainsi que les métaux, organisation comme les végétaux, sensibilité et mouvement comme les animaux et qui

paraît ainsi la couronne de notre terre. Sa raison est sans cesse nourrie, aiguë, avivée, éclairée des tributs que le monde paye par ces trois canaux. Il faut qu'une raison, ainsi aiguë, l'ampleur de ses énergies dans la mesure exacte où cela ne peut nuire à l'expansion d'un corps florissant : la raison poussée à l'extrême, qui dessècherait l'animal, épuiserait ses propres sources. Quant à une culture exclusive du corps, elle épaissirait l'âme et lui ôterait sa raison » (3). Et Maurras appelle « ordre » cet accomplissement selon leur vocation respective de la raison et de la sensibilité. S'il y a prédominance de la raison, c'est qu'elle est ce par quoi l'homme est le plus homme. Mais, loin d'exclure la vie, elle s'en nourrit. Nous sommes donc éloignés de toute froide abstraction.

Voilà qui atteste une compréhension profonde du classicisme français, qu'on a parfois voulu réduire à un cartésianisme d'autant plus desséché qu'il serait plus rigoureux. En fait il faut beaucoup de mauvaise foi pour ignorer ce qu'*Andromaque* ou *La Princesse de Clèves* comportent de sensibilité, d'autant plus violente peut-être qu'elle est dominée. Car, si cette vie intense prend une forme très élaborée, dans un siècle où le langage est roi, c'est que la civilisation classique est adulte et non pas morte.



« ...l'art grec inventa la beauté ».
(Ch. Maurras).

Mais cette réussite — morale et artistique — n'est pas l'apanage du XVII^e siècle. Depuis longtemps les Athéniens l'avaient enseignée au monde : « Le sentiment agitait toute leur conduite et c'est la raison qu'ils mirent sur leur autel. L'événement est le plus grand de l'histoire du monde » (4). C'est sans doute à propos de Dante que Maurras a exprimé cette idée avec le plus de force et de suggestion poétique : « La géométrie de quelques figures ne les empêche pas de palpiter et de brûler comme de la chair. Pas une généralité que Dante ne colore d'un rayon de peine ou de joie » (5). Le classicisme de Maurras, c'est l'ordre de la vie.

le monde, l'homme et la beauté

C'est pourquoi il n'a rien d'un système, d'une construction de l'esprit qui cherche à séduire. Le classicisme de Maurras est vivant parce qu'il est vécu. Maurras a dû se mettre lui-même en ordre. Après cette frénésie de révolte, cette démesure romantique qui suivirent l'épreuve de sa surdité, il a fallu que la raison reprît sa place dans son être. C'est alors qu'il fit deux découvertes parallèles et complémentaires : il y a un ordre du monde, où l'homme à sa place ; et l'homme lui-même est pourvu d'une nature dont on ne peut impunément enfreindre les lois puisqu'elles sont celles de la vie. Cette double certitude est dès lors au centre de la vie et de l'œuvre de Maurras. Et peut-être pourrait-on dire de lui ce qu'il a dit de Dante, parler de « ce visage supérieurement calme et clos, mais dont les traits crispés disent tant de passion » (6).

Parmi ces passions, qui ne sont pas un vain mot pour Maurras, il en est une qui ne cessa de l'inspirer, celle de la beauté. Or, en contemplant les monuments de l'Acropole, il comprit qu'en art aussi tout n'était pas possible, tout n'était pas égal. L'important n'est pas la quantité, fût-elle richesse, que la qualité. Telle est la conviction qui permit aux Grecs d'atteindre « le point de perfection ». Dans l'art comme dans l'homme, il y a une perfection qui répond à certaines lois élémentaires. Les deux domaines sont d'ailleurs étroitement liés puisque « les principes du goût expriment l'Homme élevé au plus haut point ». C'est dire que les règles sont celles de l'esprit et de la vie de l'homme bien plus que celles de la bienséance ou des trois unités : celles-ci sont des manifestations accessoires de celles-là, qui sont éternelles.

La matière même de l'art n'est rien d'autre que l'ensemble de ce qui peut toucher l'homme tel que le conçoit Maurras. C'est pourquoi Maurras prend parti dans l'éternel problème littéraire de l'imitation et de la création. Pour lui, l'imitation, c'est d'assumer l'héritage de la tradition antique et classique, celle de l'homme parfait. Pourquoi ? Parce qu'elle a su mieux que toute autre exprimer ce qui est essentiel

à l'homme. La création, c'est de donner à cela une forme nouvelle. « Beaucoup d'écrivains en sont venus à croire que l'essentiel n'est pas poétique [par ce qu'il a déjà été dit]. Il l'est beaucoup plus que n'importe quoi, à la condition d'être perçu et senti dans un cœur qui l'a mérité » (7). Position d'« Ancien » obtus ? Non ; mais vision de poète humaniste et humain.

barbaries et art de vivre

Perfection humaine, raison, ordre, goût, beauté, autant d'enseignements de Minerve, autant de fruits de la « Civilisation ». Au rebours, Maurras ne peut que refuser ce qui est démesure, trouble et laidure ; en un mot, la Barbarie. Sont « barbares » non seulement « les primitifs à peine sortis de l'état de nature végétative », non seulement les Romantiques qui exaltent une passion destructrice, qui cultivent le difforme sous couvert du mélange des genres, mais celui-là aussi qui est « devenu l'esclave des matériaux ou, pis, le serviteur des procédés ou des instruments de son art », et même sans doute celui qui, poussant la raison à l'extrême, « desséchait l'animal ». Tous sont des « monstrueux », des « excessifs », des « boursoufflés » (8). Tous ont dépassé et transgressé ce « point de perfection » qui hante l'esprit des hommes depuis les Grecs jusqu'aux Français du XVII^e siècle. Si ce refus de la barbarie prend à l'occasion la forme d'un anti-romantisme outrancier, c'est que Maurras a profondément souffert de voir la France victime de tant de tristes expériences.

A vrai dire ces barbaries n'ont pas fini de sévir en France, même si elles se voilent d'apparences nouvelles. Bien souvent le souci de renouvellement et d'originalité dans la littérature moderne pousse à l'extrême la destruction de l'art et de l'être, amorcée par certains Romantiques. En exaltant le primitif, l'instinctif, l'irrationnel le Romantisme avait rompu l'équilibre de l'être, brisé son « ordre ». Et la mort se substituait à la vie. Voici que d'autres nous le veaux dieux menacent aujourd'hui la raison. Le recours systématique à l'inconscient n'apporte que trouble dans l'esprit humain. Le langage lui-même, garant par excellence que la raison sait dominer la matière, le langage se désagrège. Depuis l'écriture automatique jusqu'à certaines expériences de « nouveau roman » on s'évertue à rechercher l'incohérence logique au profit d'un pur jeu verbal. Parallèlement le style des ouvrages théoriques, et après lui de tous les moyens d'information, s'alourdit de préfixes, de suffixes, de formules pseudo-philosophiques, au détriment de la vigueur logique et expressive. La décomposition du langage est d'autant plus alarmante que la langue française doit permettre à la fois beaucoup de rigueur et de finesse.

Retrouver une langue pure et vigoureuse, une littérature qui réponde aux « principes du goût », un esprit « classique », ce n'est pas tant retourner au passé qu'à l'éternel, à l'homme parfait par-delà l'homme avili, à la vie par-delà la mort.

Sylvie BOMPAIRE

(1) Invocation à Minerve in L'avenir de l'Intelligence. Appendice I, p. 294. Paris 2^e éd. 1909. Nouvelle Librairie Nationale.

(2) Prologue d'un Essai sur la Critique in Critique et poésie, p. 41. Librairie académique Perrin, Paris 1968.

(3) Ibid, p. 28-29.

(4) Anthinée, p. 84, 5^e éd. Champion, Paris 1912.

(5) Le Conseil de Dante in Critique et Poésie, p. 87.

(6) Ibid, p. 67.

(7) Anatole France et Racine in Critique et Poésie, p. 245.

(8) Cf. Prologue..., p. 43 et p. 28.

pour une vie d'Action française

Mon cher François,

Tu viens de remettre ton bulletin d'adhésion à la NAF. Tu sais que ton adhésion est faite à la fois à une doctrine, à un programme d'action et à une organisation. As-tu bien pesé les futures servitudes de ton choix ?

Je sais que tu as offert d'emblée « un concours ardent, dévoué, incessant ». Il va falloir que tu en éprouves maintenant la qualité. L'Action française n'est ni un club sportif ni une association de collectionneurs, ni même un institut d'études politiques. Ces organismes sont très louables, mais ils ne sollicitent qu'un attachement passager de quelques heures par jour ou par mois, dénonçable ou renouvelable suivant nos goûts ou nos intérêts propres. A l'opposé, l'A.F. demande l'unique souci de l'intérêt national à celui qui vient à elle, « non avec ses caprices de sentiment..., non avec ses goûts ou ses dégoûts, ses penchants ou ses répugnances... et non avec sa paresse d'esprit, ou ses calculs privés, ou ses intérêts personnels ». (programme du 1^{er} août 1905). Elle demande donc à chacun d'être son propre arbitre vingt quatre heures sur vingt quatre pour savoir discerner dans son existence, le moment venu, ce qui est politique de ce qui ne l'est pas, et traiter chaque objet en conformité avec l'engagement initial.

Engagement. C'est un engagement ; le mot est juste. Et je n'aime pas, personnellement, parler de vocation, qui sent trop sa « Mission ». L'Action française ne prétend pas conduire aux vérités éternelles qui dépassent notre condition humaine terrestre. S'il est possible que les motivations individuelles soient d'ordre affectif, métaphysique, voire religieux ; s'il est possible, à l'opposé, que le désir de la perfection intellectuelle, du développement de tout l'homme conduise à l'adhésion, il ne faut pas en déduire qu'étant d'Action française, l'on se trouve arraché du quotidien et porté vers un type d'existence fondamentalement différent. Adhérer à l'A.F., c'est manifester la volonté de se vouer au bien commun, au bien-être français, par une réforme intellectuelle et morale de son être propre, réforme obtenue en améliorant ses tendances, en les clarifiant, en les ordonnant par rapport au bien commun. Cette adhésion est toute positive et naturelle. Le reste est là par surcroît, pour l'Action française.

Quand tu auras parfaitement assimilé quel sens prend ton engagement, alors tu t'apercevras à quel point tu auras été « remodelé » par l'A.F.. La preuve en sera fournie, particulièrement dans ton existence, aux instants capitaux que seront tes changements de situation familiale, de situation professionnelle. Célibataire, puis jeune marié, puis père de famille. Etudiant, puis homme actif, puis rentier... Tous ces états ont leurs caractéristiques propres qui, elles aussi, souvent remodelent l'individu. Je pense que l'homme d'Action française, quand il a véritablement compris son engagement, passe successivement d'un état à l'autre sans être profondément

altéré. Les apparences sont seules modifiées. Bien sûr, on vieillit, et on ne peut plus rendre physiquement, matériellement, les mêmes services. Surtout, dans la jeunesse les responsabilités sociales sont assez limitées ; elles augmentent dans la vie active, elles se multiplient avec la paternité. Mais tout cela n'affecte pas le plus profond de nous-mêmes, si l'enseignement et la pratique d'Action française ont vu mûrir tous leurs fruits.

Pourquoi notre insertion dans une communauté familiale, dans une communauté professionnelle, serait-elle source de contradictions avec notre appartenance à l'A.F. ? Il peut se produire quelques conflits d'intérêt immédiat ; l'homme d'Action française travaille empiriquement à les résoudre. Simple question d'intelligence et d'imagination positive...

Ceux qui, au cours de l'histoire du mouvement, se sont séparés de lui, à l'occasion des instants capitaux que j'ai évoqués, ont montré la faiblesse de leur adhésion initiale, qui comportait une trop grande part d'engouement (du type : j'aime la contre-révolution parce qu'elle me plaît, et non parce qu'elle est vraie) ; ou bien c'est la paresse d'esprit qui l'a emporté. Dans tous les cas, il y avait pour l'individu une sorte de tournant tactique à prendre. Il n'a pas su le prendre, faute d'avoir en lui-même une direction ferme.

Sache dès maintenant qu'il existe presque toujours un moyen de conciliation, en adaptant ton action personnelle aux possibilités de la situation du moment, par référence à l'Action française, qui est un combat de conquête des esprits.

Un père de famille nombreuse peut toujours élever ses enfants dans le respect des idées vraies et la pratique de l'empirisme organisateur. C'est déjà beaucoup, surtout en 1972 où les difficultés du court terme nous font un devoir de penser plus loin.

Un isolé, dans son secteur professionnel, peut éventuellement faire de l'action syndicale. Il peut surtout se rapprocher des éléments actifs de l'entreprise dont il partage l'existence, pour déceler chez eux ce qu'il y a de bon sens, de fragments de vérité de base ; il peut aider à protéger tout cela, essayer de faire développer quelques bons germes ; il peut surtout être lui-même un exemple de bon sens et de crédibilité.

Notre but est la royalisation du pays, notre conspiration à ciel ouvert, disait Maurras. Tu conspireras comme nous, avec nous, dans quelque situation que tu te trouves, soit dans nos sections locales, soit par nos activités sectorielles, soit isolément ; mais aussi valablement, chez toi, autour de toi, dans la fraction de France qui t'entoure, chez ceux qui te sont les plus chers, afin que demain ils soient si Dieu veut tous avec toi à crier :

Vive le Roi !

Michel LEDOYEN

Les LYCEES - CASERNES CONTRE L'ART DE VIVRE

L'ennui, problème lycéen numéro un, est souvent l'objet de discussions interminables à la sortie du lycée. Si chacun y voit le signe d'un certain malaise, tous ne sont pas d'accord sur ses origines et les raisons qui peuvent l'expliquer.

— Si les lycéens semblent s'ennuyer, nous dit-on, c'est parce qu'ils le veulent bien. L'agitation révolutionnaire et l'état d'esprit subversif les sensibilisent à l'ennui. Ils se « polarisent » sur un ennui qu'ils ont eux-mêmes créé en imaginant une forme de lycée parfaitement idéale, un lycée « libre », fait de loisirs et de laisser-aller.

— Bien sûr, répondons-nous, certains lycéens sont tombés dans l'utopie. Il reste pourtant que cette réaction, certes abusive, a été provoquée par un malaise profond dont il faut bien déterminer les causes.

— Il n'existe pas de malaise profond, mais seulement une inaptitude de l'enseignement à se transformer rapidement et à abandonner des usages désuets. Tout de même, certains lycées ont été conçus d'une façon tout à fait moderne, aérée, « libérale » en ce qui concerne la discipline : des foyers socio-culturels ont été créés, la surveillance est moins étroite, les règlements plus souples.

— Attention ! Malgré toutes les réformes, le lycée reste bien souvent une « caserne », même si, pour empêcher la révolte des « prisonniers », on leur construit de belles prisons. Dans les cités nées d'une banlieue parisienne en plein développement, comme dans celle des grandes villes, les « lycées-casernes » conçus sous la III^e République cèdent la place aux campus lycéens. Les milliers de logements supplémentaires obligent l'installation d'établissements d'enseignement à l'échelle de cette évolution soudaine : ainsi surgissent depuis quelques années des lycées immenses regroupant souvent près de 5.000 élèves. Il est fatal que le déracinement que l'on rencontre dans la population de ces cités se retrouve au sein des lycées. Du « lycée-caserne » au campus lycéen, il y a évolution logique de l'enseignement républicain.

Sur ces « grandes surfaces », il n'existe aucun sentiment communautaire. On ne se connaît même pas d'une classe à l'autre. De plus, la compétition individualiste encouragée depuis la maternelle jusqu'aux études supérieures renforce l'isolement de chacun. La « libéralisation », consacrée par un règlement plus souple, n'a pu enrayer le phénomène de déracinement de plus en plus profond.

— Je suis d'accord sur les méfaits de cette « libéralisation », ajoute notre contradicteur, car elle entretient un état d'esprit subversif contre l'ordre établi.

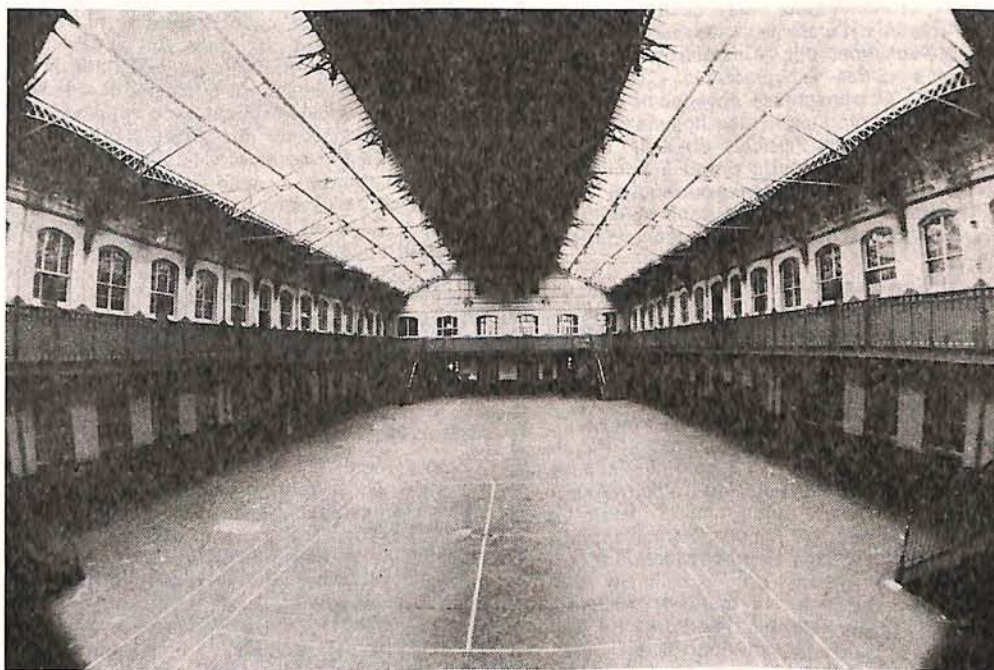
— C'est justement cet « ordre établi » qu'il faut combattre dans ce qu'il a de déshumanisant. Il est nécessaire de remonter aux causes du mal : l'Education nationale n'offre qu'un enseignement centralisé, uniforme et encyclopédique à la place de toute une gamme adaptée aux formes d'intelligence et visant à former le jugement.

Sous la III^e République, on prétendait que la science suffisait à l'éducation morale et civique des Français et que le développement de l'instruction permettrait l'éclosion d'une société merveilleuse. Cet enseignement s'est substitué

graves problèmes. En plus d'un enseignement coupé du réel, sans finalité, et du bachotage stérile, les horaires sont conçus de telle manière que le temps se répartit entre « lycée, bistrot, métro et dodo ».

L'ordre établi n'a plus de valeur propre lorsqu'il trouble gravement l'équilibre de la vie. Cet « ordre » est l'héritier des principes révolutionnaires ennemis d'un « art de vivre » qu'il nous faudra restaurer. A nous de faire preuve d'imagination ! Pourquoi ne pas envisager des cellules de quelques centaines d'élèves seulement, intégrées au quartier et ouvertes sur la vie

LYCEE OU PRISON ?



Cour de récréation du lycée Carnot à Paris.

tué progressivement à l'éducation que pouvaient donner en partie les familles. Ainsi apparaît un hiatus voulu entre la science divulguée par l'instituteur et la formation que l'expérience de la vie et la sagesse des générations antérieures donnaient aux jeunes Français. Ce n'est donc pas seulement dans sa forme, mais aussi dans l'esprit qui a présidé à son organisation qu'il faut contester le « lycée caserne » ou le campus lycéen.

liées aux éducateurs naturels (ex. : famille) et plus proches de l'avenir professionnel grâce à une orientation très souple sensibilisant le jeune à son avenir.

Il faut « dépolluer » l'environnement lycéen et réconcilier l'école avec la vie.

Bernard PUECH
Membre du Collectif
de l'U.N.L.A.C

Aujourd'hui, de nombreux lycées posent de

Union Nationale Lycéenne d'Action Corporative
unlac 39, Boulevard Raspail - PARIS 7^e